

Le racket des familles : plus elles cotisent, moins elles reçoivent



Article rédigé par *Michel Bacot*, le 22 octobre 2014

En proposant de moduler le montant des allocations familiales, pour les revenus supérieurs à 6000 € par mois, le gouvernement persiste et signe dans sa politique de mise en coupe réglée des familles. Plus elles cotisent, moins elles reçoivent !

Le mécanisme prévu par les députés socialistes est le suivant : un couple touchant deux salaires cumulés de 6500 € nets par mois (soit environ 7700 € bruts) est assujetti à une cotisation familiale de 443 € par mois, tandis qu'il ne percevra plus que 65 € par mois s'il a deux enfants et 147 € s'il en a trois. Pour un revenu net global de 8500 € net, la cotisation s'élève à 580 € et la prestation à 32 € pour deux enfants ou 74 € pour trois enfants !

Des cotisations inversement proportionnelles aux prestations

Il s'agit là d'une dénaturation totale du sens des cotisations, car plus les cotisations sont élevées, plus les droits diminuent, il ne s'agit donc plus à proprement parler de cotisations, mais bien d'un impôt insidieusement déguisé et quasiment sans contrepartie pour les cotisants !

Ces mesures s'ajoutant au plafonnement du quotient familial, on peut vraiment affirmer que le gouvernement institue un racket organisé et systématique au détriment des familles.

L'inégalité aggravée entre public et privé

Par la même occasion, le gouvernement accroît de manière parfaitement incohérente et scandaleuse les inégalités entre salariés du privé et fonctionnaires en matière d'aides familiales.

Alors même que le projet de loi de finances de la Sécurité sociale (PLFSS) prévoit de réduire le montant des allocations familiales au-dessus d'un certain niveau de revenus, les fonctionnaires et agents non titulaires de la fonction publique bénéficient d'un [supplément familial de traitement](#) croissant en fonction du salaire, et atteignant un plafond équivalent à celui des allocations familiales (280 € par mois pour trois enfants) pour les fonctionnaires gagnant plus de 3500 € par mois.

L'un dans l'autre, un fonctionnaire ayant trois enfants et gagnant 6500 € toucherait trois fois plus de complément de revenu familial qu'un salarié du privé, et un fonctionnaire gagnant 8500 € près de cinq fois plus !

Au-delà de la remise en cause inacceptable du caractère universel des allocations familiales, il est particulièrement indécent de la part du gouvernement de réduire les allocations familiales sans remettre en cause le supplément familial de traitement des fonctionnaires, qui lui est modulé à la hausse en fonction du salaire !

M. B.
